

pour que dans cinq, dix, quinze ou vingt ans, nos compatriotes de langue française puissent réclamer la part qui les attend aux postes de commande dans le service civil ainsi que dans nos trois forces armées.

D'ailleurs, ceux qui critiquent le gouvernement fédéral avec le plus de virulence à ce sujet, ont sans doute oublié d'ouvrir le volume du rapport Massey, à la page 179, où ils auraient pu constater qu'au cours de la période de dix années qui s'est écoulée entre 1939 et 1949, c'est la jeunesse étudiante de la province de Québec qui, de toutes les provinces du Canada, a bénéficié dans une plus large mesure de l'aide généreuse accordée par le gouvernement fédéral. En effet, de 1939 à 1949, les montants suivants ont été payés par le gouvernement fédéral aux provinces pour venir en aide aux étudiants en vertu des dispositions de la loi relative à la formation professionnelle: Québec, qui est en tête de la liste,

a obtenu .....	\$566,235
Ontario .....	212,955
Colombie-Britannique .....	188,455
Saskatchewan .....	133,515
Nouveau-Brunswick .....	88,760
Alberta .....	83,265
Nouvelle-Écosse .....	45,125
Manitoba .....	22,900
Île du Prince-Édouard .....	18,110

L'aide fédérale à l'Éducation n'est donc pas une entreprise nouvelle et c'est la province de Québec qui en a le plus bénéficié, jusqu'à ce jour.

Une autre raison de notre faiblesse numérique aux postes de commande dans le service civil autant que dans l'Armée, c'est la répugnance d'un très grand nombre de Canadiens de langue française à s'expatrier à Ottawa.

J'emploie le mot expatrier à dessein, car lorsqu'il s'agit d'Ottawa, c'est le mot qui s'emploie couramment chez certains Canadiens de langue française de la province de Québec. Pourquoi? Parce que, depuis un trop grand nombre d'années, on a semé dans le Québec la haine contre Ottawa et contre tout ce que propose Ottawa; au fait, le député de Labelle nous en a précisément donné un échantillon l'autre jour à la Chambre, lorsqu'il dénonçait les conclusions du rapport Massey dans les termes que l'on connaît.

Il sévit une guerre froide qui dure depuis presque une génération entre Québec et Ottawa. Guerre froide suscitée, voulue, mesurée et synchronisée dans l'unique intention de chauffer à blanc le nationalisme québécois

[M. Arsenault.]

et de gagner des élections. Mais ce truc démodé ne réussira peut-être pas toujours à tromper la population.

Le tort incalculable que ces fauteurs de désunion nationale causent à notre jeunesse québécoise, c'est de lui enseigner qu'on est en territoire ennemi à Ottawa, que cette ville est la capitale de la trahison nationale, qu'accepter des mesures qui viennent d'Ottawa, fussent-elles les meilleures au monde, c'est trahir, tout comme le député de Labelle le disait l'autre jour à la Chambre, puisqu'il a employé le mot trahir. Mais il y a plus. Ceux qui, dans le Québec, pour obéir au souci électoral, ont intérêt à perpétuer cette guerre froide et qui affichent un air de vierges offensées en constatant la faiblesse numérique des nôtres aux postes de commande dans l'Armée et le service civil, sont souvent les premiers à qualifier d'anglicisés de braves Canadiens de langue française qui, parfois, au prix de grands sacrifices, ont accepté de s'expatrier pour venir occuper, à Ottawa, un poste où ils peuvent rendre service à leurs compatriotes.

Ils passent leur temps à exiger qu'Ottawa ouvre les portes à un plus grand nombre de Canadiens de langue française; ils font un devoir à leurs compatriotes d'accepter en plus grand nombre des postes dans le service civil fédéral, mais non seulement ne viennent-ils pas à Ottawa,—seul endroit au monde où les intérêts des Canadiens de langue française peuvent être défendus efficacement,—remplir le devoir qu'ils voudraient voir leurs compatriotes accomplir, mais ils vont jusqu'à frapper dans le dos ceux qui y sont déjà et qui font leur possible pour promouvoir l'avancement des Canadiens de langue française. On a parlé de trahison! Eh bien, c'est cela trahir!

Et lorsque l'un des nôtres, aussi éminemment qualifié que le R. P. Georges-Henri Lévesque, o.p., dominicain, doyen de la faculté des Sciences Sociales de l'Université Laval, que la Société royale du Canada acceptait récemment comme l'un de ses membres les plus éminents, que le gouvernement de la République française créait chevalier de la Légion d'honneur, qui est membre de l'Union internationale d'études sociales de Malines, en Belgique, et à qui trois de nos grandes universités canadiennes, celles du Manitoba, de la Colombie-Britannique et d'Antigonish, décernaient des doctorats honorifiques; lorsqu'un homme, dis-je, du dévouement, de la sincérité, de l'incontestable compétence et du patriotisme sain du R. P. Lévesque est invité par le gouvernement fédéral à jouer un rôle de premier plan, comme celui qu'il a si brillamment rempli en sa qualité de membre de la Commission Massey, on s'efforce, en certains